



## Les choses changent et donc elles redeviennent comme avant.

Les choses changent et donc elles redeviennent comme avant. Il y a quelques années, le PSC était au centre des coalitions francophones et au centre de l'échiquier. Aile droite et « centre », et démocratie chrétienne, plus à gauche, faisaient la loi du choix. Tantôt à gauche avec le PS, et les ministres PSC penchaient à droite ; tantôt à droite avec les libéraux, et la démocratie-chrétienne, proche de la CSC, prenait bonne position au gouvernement.

Et puis, les sociaux-chrétiens ont goûté aux joies de l'opposition et c'est le PS qui au centre des négociations faisait des choix. Une des grandes réussites fut quand même alors le gouvernement arc en ciel (socialistes, libéraux et écologistes) qui reforma nos lois en matière éthique. Un souffle neuf et utile en ce domaine !

Et puis ? Nous assistons maintenant à la naissance d'un nouveau centre, des « convergences du centre », où le CdH (enfant légitime du PSC) et Ecolo se réunissent pour, disent-ils, analyser et choisir entre les libéraux et les socialistes. Une sorte de MoDem belge, comme l'équipe de François Bayrou en France, est-il né ? Avec deux ailes, une à dominante environnementale et une à dominante confessionnelle et familiale. Cette position du CdH au centre n'étonne pas. La position pour Ecolo est-elle vraiment partagée par les membres et particulièrement par les Bruxellois qui sortent d'une Oliveraie plutôt productive (avec PS, Ecolo et CdH) ?

La déclaration d'Elio Di Rupo à la RTBF comme quoi le PS ne gouvernerait pas du côté francophone avec le MR, a d'abord renforcé le PS. La position, enfin, était claire et le choix de l'électeur déterminant. Voter PS était clairement voter utile. Le recul du PS l'a fragilisé mais beaucoup moins que prévu. Et s'il faut tenir compte des progressions et des reculs des uns et des autres ; il faut tenir compte aussi des résultats réels. Le PS est le premier, largement en Wallonie et en Communauté française (dix sièges de plus que le MR). Il est aussi le premier de l'Olivier à Bruxelles (cinq sièges de plus qu'Ecolo). Il y a toutefois ce dommage collatéral : le PS a ouvert la voie aux « convergences du centre », qui bien sûr ne font pas cartel, mais réoccupe en terme stratégique, la position historique des partis sociaux-chrétiens. Quelle influence de fond auront les « convergents » l'un sur l'autre à moyen terme ? Ce sera à analyser.

Vu que telle est la donne (ou semble l'être), des points essentiels doivent être abordés par tous en négociation. Il y a la réalité sociale et économique de la Wallonie et de Bruxelles, il y a la nécessité de remotiver et restructurer l'enseignement, il y a les enjeux d'écologie, d'environnement et d'énergie, ... Et il y a – mais qu'est-ce à dire exactement ? – les enjeux de gouvernance. Moins de cumuls, plus de clarté, oui. Mais deux dossiers, en ce domaine, me semblent essentiels et sont peu abordés.

D'abord dans les communes (et on y a connu des problèmes, y compris dans des intercommunales), actuellement le contrôle démocratique ne peut s'opérer avec la vigilance et le temps nécessaire par des conseillers communaux qui se réunissent quelques soirées sans moyens de travail. Il faut renforcer les groupes d'élus dans les conseils communaux des villes par des collaborateurs et des moyens économiques et d'équipement qui leur permettent un vrai travail nécessaire et démocratique. C'est plus important encore que quelques cumuls car il en va du contrôle démocratique aujourd'hui bien trop faible dans nos villes et communes wallonnes et bruxelloises.

Ensuite, et afin que l'électeur puisse faire un choix pour un ministre-président, pour un bourgmestre, pour des équipes politiques, il faut réformer le système strictement proportionnel. Aujourd'hui il y a deux tours : au premier les électeurs votent, au deuxième les politiques négocient comme ils veulent et avec qui ils veulent sans ligne connue par l'électeur. Cette réforme peut passer par plusieurs solutions : un système électoral plus proche du système français ou des coalitions annoncées obligatoirement avant le scrutin. Ce serait là l'occasion d'offrir à nos concitoyens les alternatives qui leur permettent un choix clair et engagé. Une remotivation en sortirait assurément.

L'heure du choix ? L'heure du centre ? Non, l'heure de déterminer clairement les enjeux de fond.

*Henri SIMONS*

*Henri Simons*